

Initiatives ministérielles

l'impression que le public canadien commence à comprendre qu'il a élu il y a un an un gouvernement qui s'en fiche. D'ailleurs parler de gouvernement c'est employer un terme impropre, parce que ce gouvernement ne gouverne pas, il règne. J'ai comme une impression que le bon roi Jean sans Terre serait très fier de ces gens-là qui imposent de force leur volonté au Parlement.

Une voix: Le bon roi John D.

M. Fisher: Non, pas le roi John D. Le roi John D. ne serait pas tellement flatté. Jean sans Terre serait très heureux de voir de quelle façon ces gens-là règnent. Ceux qui à une autre époque ont tellement combattu pour imposer la Grande Charte seraient aussi désespérés que moi de voir ces gens-là imposer de force leur volonté au Parlement.

D'un bout à l'autre du pays les agriculteurs n'ont pas une opinion très flatteuse de ce projet de loi. Pourquoi se précipiteraient-ils pour s'en servir, alors qu'ils peuvent obtenir à la banque des taux d'intérêt aussi avantageux que ceux que le gouvernement leur offre? Pourquoi, quand jusqu'ici ils pouvaient obtenir des prêts sans intérêt sur les denrées qu'ils avaient tant de mal à produire, se féliciteraient-ils de ce projet de loi?

• (1650)

J'imagine qu'il convient de poser bien d'autres questions au sujet de cette mesure législative, et assurément de se demander pourquoi le gouvernement l'a présentée. Compte tenu de la façon dont ce dernier fonctionne depuis son élection en 1984, je pense que l'une des principales raisons est que le programme précédent avait tenu lieu pratiquement, si ce n'est pas directement et officiellement, d'office de commercialisation. Il avait eu pour effet de stabiliser la capacité des producteurs de bénéficier dans la plus grande mesure possible, compte tenu de certaines limites, de la pleine valeur de leur produit.

Cela voulait dire qu'ils n'étaient pas forcés de vendre leurs denrées immédiatement, pour avoir des fonds à la fin de la campagne agricole. Ils n'étaient pas obligés d'inonder le marché de leurs produits. On sait qu'inonder le marché aurait eu pour effet de faire baisser les prix, ce qui, à première vue, aurait pu paraître à l'avantage des consommateurs; or plus tard, au cours de l'année, après que les denrées ont été consommées, après que l'approvisionnement a été épuisé et que les prix ont regagné, nous nous trouvons dans bien des cas à consommer des produits importés à des prix plus élevés que jamais.

J'imagine que si le gouvernement a décidé de changer ce système, c'est en partie pour se débarrasser d'un programme qui avait pour effet de stabiliser un peu les choses. Quand les prix sont relativement stables, la spéculation cesse. J'imagine que beaucoup d'amis du gouvernement ne sont que trop contents de spéculer sur les prix des denrées, à la production desquelles nos agriculteurs consacrent un temps si précieux. Nous disons que les producteurs devraient pouvoir profiter au maximum de leurs récoltes. Les paiements anticipés sans intérêt permettraient justement cela.

Maintenant, nous allons voir s'évanouir la commercialisation ordonnée des denrées agricoles qui existait depuis de nombreuses années. Ce sera le même effet pour toutes les denrées. La commercialisation, le transport et le stockage relativement ordonnés des grains de l'Ouest seront gravement perturbés par cette action stupide du gouvernement.

Naturellement, l'abandon de lignes ferroviaires est une autre question. Je suppose qu'il y aura très bientôt une mesure législative concernant les chemins de fer, pour laquelle le gouvernement imposera la clôture. Néanmoins, progressivement, avec l'abandon de voies ferrées et, par voie de conséquence, d'élévateurs ruraux, la capacité de stockage des grains de l'Ouest commence à baisser singulièrement. Grâce aux paiements anticipés, les agriculteurs pouvaient vendre leurs produits sur une période étalée sur l'année, ce qui fait que le réseau d'élévateurs, même s'il est décimé, n'était pas surchargé.

Le même raisonnement s'applique au transport ferroviaire des grains. Le programme avait pour effet de régulariser le transport et le stockage en dehors de l'exploitation agricole. Si cette mesure est adoptée, tout cela est compromis.

Nous pourrions parler des légumes. Un de mes collègues a expliqué ce qui arrivait. Là encore, une fois que la saison commence, il y a un afflux de produits sur le marché et les prix baissent, ce qui n'arrive pas s'il y a des paiements anticipés permettant à l'agriculteur de régulariser son revenu et de payer ses dettes de façon plus ordonnée.

Si l'agriculteur finit par être obligé de réduire le prix de ses légumes et que le programme de stabilisation entre en jeu, il est fort probable non seulement que le programme de stabilisation coûtera plus cher au gouvernement que l'intérêt sur les avances de fonds, mais encore que les Américains prendront des mesures de représailles contre ce même programme de stabilisation. C'est là un autre